



Mouvement pour la
coopération internationale

Rapport d'activités

2019

MCI - Mouvement pour la coopération internationale
15 rue des Savoises
CH-1205 Genève
T+41(0)22 320 29 02
mci.fgc@gmail.com
www.mcifgc.ch

Mai 2020

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| Activités en Suisse | 3 |
| Vie institutionnelle | 3 |
| Information et rencontres | 3 |
| Travail en réseau..... | 4 |
| Partage d'expériences..... | 4 |
| Partenariats dans les pays | 6 |
| Argentine - Récupération des territoires traditionnels Mapuche dans les Provinces de Río Negro et Chubut..... | 6 |
| Argentine - Appuyer le peuple Mbyá-Guarani dans la revendication de ses droits, la récupération de ses territoires et le renforcement de son organisation traditionnelle | 8 |
| Brésil - Renforcement des capacités de multiplicateurs interculturels pour la défense des droits et du territoire Yanomami en Amazonie brésilienne | 9 |
| Colombie - Education bilingue interculturelle dans des communautés indigènes Emberá et Senú | 11 |
| Pérou - Soutien à la Fédération des communautés natives du bassin Tigre, Feconat, et à son programme de surveillance écologique | 13 |
| Pérou - Soutien à la surveillance écologique du territoire Wampis menacé par les activités extractives | 15 |
| Pérou - Jakon Nete : Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables de la ville de Pucallpa | 17 |
| Conclusion | 19 |

Activités en Suisse

Vie institutionnelle

En 2019, les instances du MCI ont fonctionné de façon régulière. Le Comité, avec l'appui d'un secrétaire salarié à 50%, s'est chargé de régler les affaires courantes et de superviser le suivi des projets. Les membres actifs ont participé à ce suivi. Huit rencontres ont été organisées avec la participation des membres actifs et d'invités. Elles ont permis de traiter des sujets de fond en lien avec les projets du MCI. Au total, en 2019, le MCI a suivi sept projets et envoyé près de 400'000 CHF à six organisations partenaires en Amérique du Sud (voir le chapitre partenariats dans les pays). L'appui financier a été apporté principalement par l'intermédiaire de la Fédération genevoise de coopération (FGC) subventionnée par des collectivités publiques. Au nom de ses partenaires, le MCI tient à remercier chaleureusement ses donateurs de leur générosité.

Membres actifs du MCI en 2019 : Hayin-Ray Antileo, Bertrand Calame, Carmen Cerchierini, Bernard Comoli, Christian Langoisseux, Ambre Lavanchy, Florence Nuoffer, Carolina Perry, Aurélien Stoll, Gabriela Delgado

Information et rencontres

En 2019, le MCI a poursuivi son travail d'information dans le domaine de la solidarité internationale. Des informations ont été régulièrement diffusées à ses contacts, sur son site internet www.mcifgc.ch et sur sa page facebook <https://www.facebook.com/mci.fgc/>. Plusieurs notes faisant référence au travail du MCI ont été publiées sur le blog de la Tribune de Genève de Bernard Comoli (<http://bcomoli.blog.tdg.ch/>), notamment en lien avec le projet du MCI pour la défense des droits et du territoire Yanomami en Amazonie brésilienne.

En février, le magazine [Esprit solidaire](#) de Léman bleu a consacré son émission au projet du MCI en Amazonie brésilienne. Un membre du MCI, qui s'était rendu en territoire Yanomami, a participé à la réalisation de l'émission.

En août, le MCI a pris position dans le cadre de la consultation publique concernant les orientations stratégiques de la Suisse pour la période 2021-2024 dans le domaine de la coopération internationale. A cette occasion, il a tenu à manifester sa préoccupation concernant ces nouvelles orientations, notamment l'intention d'associer les intérêts économiques suisses à la politique de coopération au développement.

En août et septembre, deux rencontres ont été organisées au MCI avec des représentantes de peuples autochtones d'Argentine, de passage à Genève pour défendre les intérêts de leur peuple auprès de l'ONU. Une rencontre a été organisée avec la participation d'une leader Mbya Guaraní de la province de Misiones et une autre avec une délégation du peuple Wichí de la province de Salta.

En novembre, dans le cadre d'une campagne d'information organisée par l'association E-Changer, le MCI a participé à une table ronde organisée à l'Université de Genève et intitulées « Brésil: résistances et engagements pour les droits des populations autochtones face aux multinationales ». Les intervenants à cette table ronde étaient Djalma Costa, le coordinateur E-Changer du programme Brésil, Aurélien Fontanet au sujet de l'impact des multinationales sur le territoire indigène du Catété, Aurélien Stoll pour le MCI au sujet de l'impact de l'extraction pétrolière en Amazonie péruvienne, Raffaele Morgantini du CETIM au sujet du droit international et des multinationales et Marine Vasina au sujet l'initiative pour des multinationales responsables en Suisse.

Travail en réseau

Le MCI participe activement aux activités de la **Fédération genevoise de coopération – FGC** dont il est l'un des membres fondateurs. La FGC regroupe plus de 60 associations siégeant à Genève et actives dans les domaines de la coopération au développement et de l'information au public. Elle constitue une interface entre les associations et les collectivités publiques pour l'obtention de fonds et le financement de projets présentés par ses membres. En mars 2019, le MCI a présenté sa stratégie générale 2018 – 2028 lors de l'AG de la FGC. Cette présentation a permis la validation officielle de la stratégie du MCI par la FGC.

Le MCI est membre et participe aux activités de **La Plate-Forme Haïti de Suisse** qui existe depuis 1992 et regroupe plus de 20 organisations de solidarité avec Haïti. Les domaines d'actions de la Plate-forme sont : l'information, la défense des droits humains, la coopération au développement, le partage des savoirs entre les ONG et le plaidoyer auprès des autorités suisses. Le MCI suit les actualités de cette Plate-Forme dont les bulletins d'information sont disponibles sur son site internet : <http://www.pfhs.ch>. En janvier 2019, il a participé au soutien apporté par la Plate-Forme à la Radio Kiskeya, ravagée par les flammes en Haïti.

Dans un souci de cohérence, le MCI soutient d'autres organisations/plateformes qui bénéficient de plus de moyens et d'expertises sur des thématiques comme la corruption ou la régulation des entreprises. Par exemple, il est membre de l'association Public Eye et de la plate-forme des ONG qui soutiennent l'initiative pour des multinationales responsables en Suisse.

Partage d'expériences

En mai 2019, le MCI a mis en ligne sur son site Internet et a diffusé à ses contacts actifs dans le domaine [un document](#) d'une trentaine de pages intitulé « La Surveillance Ecologique Indigène – Enjeux et partage de d'expériences avec des Fédérations indigènes d'Amazonie péruvienne ». Ce document a été préparé par le Secrétaire général du MCI, Aurélien Stoll, en charge des projets du MCI dans le domaine de la surveillance écologique indigène en Amazonie péruvienne (voir les pages 15 et 18). Il est destiné à d'autres organisations indigènes ou indigénistes confrontées à des problématiques similaires et qui pourraient avoir un intérêt à répliquer ces expériences. Ce rapport, en français, est téléchargeable librement.

Ce document revient sur les programmes de « Surveillance écologique » mis en place depuis 2006 par les organisations indigènes. Une action qui s'exerce au moyen des nouvelles technologies de l'information: smartphones et leurs applications digitales (GPS, vidéo, photo, base de données, etc.). Des jeunes «moniteurs» indigènes, désignés par leurs communautés, sont formés et équipés avant de se rendre sur le terrain pour documenter les incidents. Leur travail permet ensuite aux organisations de constituer des dossiers solidement étayés au moyen desquels elles pourront alerter les autorités et demander la mise en œuvre de réparations. Un guide pratique, spécifiquement prévu pour les moniteurs indigènes, complète ce manuel.



En 2019, huit réunions plénières ont été organisées avec les membres actifs qui participent au suivi des projets (ici la séance de juin 2019).



En 2019, le chargé des projets du MCI a publié un rapport destiné à partager les expériences acquises au cours des dix dernières années dans le suivi et la mise en place de programmes de surveillance écologique avec des fédérations indigènes en Amazonie péruvienne. Dans le cadre du suivi des projets, le MCI apporte un soutien technique aux surveillants indigènes. La photo illustre les surveillants Wampis, récemment formés sur le terrain par le chargé de projet du MCI.

Partenariats dans les pays

Argentine - Récupération des territoires traditionnels Mapuche dans les Provinces de Río Negro et Chubut



La situation de vulnérabilité que vit le peuple Mapuche en Argentine est le résultat d'un processus de génocide, d'une expropriation territoriale et de la négation de son statut comme peuple de la part de l'État.

Pour pallier à cette situation, le « Consejo Accesor Indigena » (CAI), organisation de base du peuple Mapuche, a décidé de récupérer, de manière pacifique, les territoires de communautés Mapuche.

Ce projet est réalisé grâce à un financement obtenu par l'intermédiaire de la FGC. En 2019, ce projet a reçu des financements de la DDC, de la Ville de Genève et de la Ville de Lancy, via la FGC.



En rouge la Province de Río Negro (source :
Wikimedia Commons)

Principales activités réalisées en 2019

Actions judiciaires

En 2019, l'appui judiciaire a continué. Une demande collective de récupération des terres de onze communautés est en cours. Cependant, cette demande a fait l'objet de recours qui ont ralenti son avancement. En effet, de nouveaux acteurs sont apparus, notamment, des entreprises liées à de grands capitaux étrangers qui revendiquent également la possession de ces terres. Le CAI a aussi réalisé une série de dénonciations contre des particuliers et l'Etat, liées à des cas de violation des droits des peuples indigènes. Des membres d'une communauté affiliée au CAI ont fait l'objet de menaces.

Ateliers de formation

Trois ateliers de formation ont été réalisés pour renforcer les connaissances de douze intégrants du CAI dans le domaine des droits indigènes. Ces formations sont réalisées dans une perspective de garantir la relève et la continuité au sein de l'organisation. Elles s'inscrivent également dans un contexte politique marqué par l'annonce de la Province de Río Negro d'une prochaine révision de la loi sur les terres.

Ateliers de communication

Trois ateliers ont été organisés à l'attention de dix membres du CAI. Ces membres ont ensuite participé à des émissions de radio et à la publication d'information en lien avec les conflits territoriaux dans les médias. Ils ont aussi continué à publier et diffuser la revue *Wiñilfe* qui informe la population locale sur l'évolution de ces conflits.

Développement d'alternatives productives

Deux rencontres ont été organisées pour élaborer un auto-diagnostic sur les conditions nécessaires à une production autonome et durable. Une enquête a été réalisée auprès des participants pour identifier leurs besoins et difficultés.

Rencontre à Maquinchao

En février 2019, une grande rencontre a été organisée dans la localité de Maquinchao avec des représentants de communautés des peuples Wichí, Guaraní y Chorote, originaires de la Province de Salta. La rencontre a duré trois jours et a permis des échanges sur la cosmovision, la spiritualité et les stratégies de résistance territoriale.

Incendie et réparation du siège du CAI de Jacobacci

Dans le courant de 2019, un incendie de grande ampleur, d'origine accidentelle, a détruit plus de la moitié du siège du CAI de la localité Ing. Jacobacci. Suite à cet incident, le CAI a réalisé diverses interventions pour réaffecter son local.



En 2019, le CAI a organisé des rencontres et des formations à l'attention de ses membres, notamment en ce qui concerne la défense de leurs droits et de leur terre. Photos CAI

Argentine - Appuyer le peuple Mbyá-Guarani dans la revendication de ses droits, la récupération de ses territoires et le renforcement de son organisation traditionnelle



Depuis 2016, le MCI et son partenaire EMIPA - Equipo Misiones de Pastoral Aborigen - œuvrent pour le soutien aux communautés Mbyá-Guarani de la province de Misiones, au nord de l'Argentine.

Pour faire face à la déforestation et à l'accaparement des terres qui menacent ces communautés, ce projet propose des actions destinées à renforcer l'organisation politique traditionnelle Mbyá-Guarani, l'Aty Ñeychyrò. Une première phase a été réalisée grâce à un financement obtenu par l'intermédiaire de la FGC de 2016 à 2018.

En 2019, l'équipe du MCI a travaillé à l'élaboration des rapports finaux de cette phase et à la conception d'une demande d'extension pour que ce projet puisse continuer en 2020.



En rouge la Province de Misiones
(Source : Wikimedia Commons)

Brésil - Renforcement des capacités de multiplicateurs interculturels pour la défense des droits et du territoire Yanomami en Amazonie brésilienne



Photo Secoya

Chamanisme Yanomami – Cérémonie de nettoyage spirituel du Xabono Bicho açu avant l'Assemblée de la Kurikama

En 2019, le MCI a continué à soutenir un projet en Amazonie brésilienne, dans l'Etat d'Amazonas, en partenariat avec l'ONG Secoya - Service et Coopération avec le peuple Yanomami et Terre des Hommes Suisse. Le peuple Yanomami occupe une région de forêt amazonienne se situant aux frontières du Brésil et du Venezuela. Leur territoire, d'une superficie de 9'419'108 ha (deux fois la Suisse), est le plus grand territoire indigène du pays et abrite près de 26'500 personnes. Il est presque entièrement recouvert de forêt tropicale humide.

Les Yanomami se sont récemment mis en contact avec la société non-indigène brésilienne et ce contact provoque chez eux des changements accélérés qui les rendent particulièrement vulnérables.

Le but de ce projet consiste à former des agents interculturels Yanomami (professeurs, agents de santé, leaders) capables de mieux défendre les intérêts du peuple Yanomami et de mettre en place une éducation différenciée Yanomami.

Ce projet est réalisé grâce à un financement obtenu par l'intermédiaire de la FGC. En 2019, ce projet a reçu des financements de la DDC, de la Ville de Genève et de l'Etat de Genève, via la FGC.



En rouge : l'Etat d'Amazonas

(Source : Wikimedia Commons)

Principales activités réalisées 2019

L'année 2019 a vu se multiplier les menaces sur les populations indigènes et la forêt de l'Amazonie brésilienne. Après les importants incendies de l'été 2019, la déforestation a repris, la démarcation des Terres Indigènes a été stoppée et des gardiens de la forêt et des leaders indigènes ont été assassinés...

Dans ce contexte, l'équipe de la Secoya, en appui aux représentants des Xapono (villages) Yanomami des rivières Marauia et Demini, a été particulièrement active. Elle a continué à former des agents interculturels et a appuyé le renforcement organisationnel de l'Association Kurikama qui représente les Xabono Yanomami de la rivière Marauia. En octobre 2019, dans un Xabono Yanomami de la rivière Marauia, un module de formation d'une semaine a été réalisé destiné à 44 agents interculturels Yanomami, notamment pour renforcer leur compréhension du rôle qu'ils ont à jouer au niveau du renforcement organisationnel du peuple Yanomami.

Des membres de la Kurikama et de la Secoya ont aussi participé à la finalisation et à la publication du Plan de Gestion Territorial et Environnemental Yanomami – PGTA. Ce plan détaille la manière de prendre les décisions, de renforcer la protection de l'aire Yanomami, de générer des revenus ; le maintien et la protection des connaissances traditionnelles ; la protection de la forêt ; l'amélioration de la santé et de l'éducation scolaire indigène. Des propositions ont été formulées pour chacun de ces thèmes. Ce document a été remis dès la mi-juillet à diverses administrations gouvernementales.

De manière générale, les membres de la Kurikama et de la Secoya ont participé à de multiples actions, rencontres et mobilisations en faveur des droits indigènes. Des délégations Yanomami ont participé à deux marches organisées par le mouvement indigène amazonien en avril et décembre à Manaus.

Dans le domaine du renforcement d'une éducation indigène différenciée pour les Yanomami, la Secoya a poursuivi la formation et l'accompagnement d'enseignants Yanomami. L'appui apporté par la Secoya consolide le fonctionnement de neuf écoles Yanomami et permet le renforcement des capacités de 37 professeurs qui atteignent 650 élèves.

Cette expérience semble gagner de plus en plus de soutien au niveau politique. En août 2019, la Secoya a organisé la première rencontre d'Éducation Indigène dans un Xabono Yanomami de la rivière Marauia. Parmi les participants, des représentants de la Gérance et du Conseil d'Éducation de l'État d'Amazonas, des Secrétariats d'Éducation des municipalités de Barcelos et de Santa Isabel, de l'Université de l'Amazonas ainsi que 89 Yanomami de 18 Xabono. Durant cette rencontre, la proposition de créer une Matrice d'éducation Yanomami, a été lancée pour permettre aux Yanomami de gérer leur éducation de manière autonome et depuis leur territoire. Un long travail de reconnaissances juridique est cependant encore nécessaire pour voir se concrétiser cette initiative. De manière générale, cette expérience pilote sert de référence à des centaines d'autres écoles indigènes de l'État de l'Amazonas qui n'ont pas encore implanté un système d'éducation différenciée.



Des délégations Yanomami ont participé aux marches organisées par le mouvement indigène à Manaus en août et avril 2019. Photos Secoya

Colombie - Education bilingue interculturelle dans des communautés indigènes Emberá et Senú



Photo MCI

En 2019, le MCI a continué à soutenir un projet en partenariat avec l'Organisation Indigène d'Antioquia (OIA) qui consiste à soutenir un programme d'éducation de base destiné à des jeunes et des adultes indigènes du département d'Antioquia. Cette démarche s'inscrit dans une perspective bilingue et interculturelle. Elle s'inscrit également dans le cadre de la construction d'un Système Educatif Indigène Propre (SEIP) qui doit permettre aux peuples indigènes d'Antioquia et à leur organisation l'OIA de gérer par eux-mêmes leur éducation.

Le département d'Antioquia compte 25'000 indigènes, répartis dans 169 communautés qui appartiennent aux peuples Emberá, Tule et Senú. La plupart de ces communautés sont situées dans des régions difficilement accessibles et n'ont que peu accès aux services de base comme la santé et l'éducation. De plus, elles subissent les conséquences d'affrontements entre groupes armés qui sévissent dans la région.

Ce projet est réalisé grâce à un financement obtenu par l'intermédiaire de la FGC. En 2019, ce projet a reçu des financements de la DDC, de l'Etat de Genève et de la Ville de Lancy via la FGC. Le chargé du projet du MCI a réalisé une visite de terrain en novembre 2019.



En rouge : le département d'Antioquia
(Source : Wikimedia Commons)

Principales activités réalisées en 2019

Au cours de l'année, 408 étudiants indigènes ont été répartis dans 24 groupes, constitués dans des communautés des peuples Emberá et Senú. Ces étudiants bénéficient d'un enseignement de base, réalisé de manière volontaire par 24 enseignants affiliés à l'OIA. La fréquence de cet enseignement est d'un jour de formation hebdomadaire. On peut souligner la participation des femmes qui représentent 60% des étudiants. Pour plusieurs d'entre elles, c'est l'occasion d'initier un apprentissage de la langue espagnole. Suite à ces formations, la participation des femmes aux processus de discussions et de prise de décisions dans les communautés a également augmenté. Plusieurs femmes assument maintenant des responsabilités aux niveaux de leur communauté et/ou des organisations de base du mouvement indigène.

Pour renforcer les capacités pédagogiques de l'OIA, un Diplôme en Pédagogie du Texte a été réalisé par l'ONG colombienne Coorporation éducative - CLEBA. Cette formation était destinée à un groupe d'une dizaine de personnes affiliées à l'OIA, principalement des professeurs. Le but était d'obtenir un transfert et une appropriation de la méthode de la Pédagogie du texte par le personnel de l'OIA. Ce Diplômé correspond à 160 heures de travail et un accord a été conclu avec l'université UNICLARETIANA pour obtenir sa reconnaissance officielle des diplômes. En mai 2019, 10 participants de l'OIA ont obtenu leur diplôme. Depuis, certains se chargent de réaliser les ateliers de formation à destination des enseignants du projet. Il s'agit de renforcer leurs capacités, notamment à enseigner par le biais de la Pédagogie du Texte.

En novembre 2019, le chargé de projet du MCI a rendu visite à quatre communautés Emberá et Senú où fonctionnent des groupes de formation. Parmi les éléments marquants, il a pu observer que l'emploi par les enseignants de la Pédagogie du Texte permet aux étudiants d'apprendre à lire et à écrire tout en approfondissant des thématiques propres aux communautés. Par exemple, il pu constater que cette approche avait permis d'aborder et résoudre des problèmes de violence intrafamiliale, de renforcer l'identité culturelle des participants, notamment par le biais d'ateliers d'apprentissage de pratiques artisanales, de favoriser la participation des bénéficiaires aux espaces de discussion et de décision communautaires et aux processus électoraux. Il relève également l'importance du rôle des enseignants bénévoles qui font preuve d'un grand dévouement ainsi que l'omniprésence de la question sécuritaire en raison de la présence de groupes armés dans les zones couvertes par le projet.



60% des étudiants des groupes de formation sont des femmes. La réalisation d'ateliers d'apprentissage de pratiques artisanales renforce l'identité culturelle des participants. Photos MCI

Pérou – Soutien à la Fédération des communautés natives du bassin Tigre, Feconat, et à son programme de surveillance écologique



Un moniteur de Feconat inspecte un site d'extraction forestière dans le bassin Tigre. Photo Feconat

En 2019, le MCI a continué à soutenir un projet en partenariat avec la Fédération des communautés natives du haut Tigre, Feconat, en Amazonie péruvienne.

Le projet consiste à soutenir la fédération indigène du peuple Kichwa, Feconat, qui lutte pour la défense de ses droits et de son environnement, menacés par l'exploitation pétrolière. Pour documenter et dénoncer les atteintes à l'environnement, Feconat forme des jeunes des communautés qui deviennent des « surveillants écologiques » et qui s'approprient les nouvelles technologies d'information (smartphone, réseau sociaux) pour dénoncer la pollution.

En 2019, ce projet a reçu des financements via la FGC, de la DDC, de l'Etat de Genève, de la Ville de Genève, de la commune du Grand Saconnex et de la commune de Pregny Chambes. Le chargé du projet du MCI a réalisé une visite de terrain en février 2019.



En rouge : la région du Loreto en Amazonie péruvienne où se situe le bassin Tigre (Source : Wikimedia Commons).

Principales activités réalisées en 2019

Des actions de plaidoyer ont été réalisées par les dirigeants de Feconat pour réaliser un suivi de l'application de mesures contenues dans des d'accords conclus antérieurement (en 2015 et en 2016) entre les organisations indigènes et l'Etat péruvien. Certaines de ces mesures sont appliquées, d'autres pas. Par exemple, en avril 2019, six communautés du bassin Tigre ont obtenu leur titre de propriété.

Feconat et son équipe technique apportent aussi un soutien constant aux membres des communautés Kichwa du bassin Tigre qui se rendent dans la ville d'Iquitos pour réaliser des démarches administratives en faveur de leur communauté.

Ces démarches sont souvent compliquées à réaliser (par exemple l'inscription d'une communauté dans les registres publics ou l'actualisation de ses statuts) et sont un prérequis imposé par l'Etat pour la mise en œuvre de certaines des mesures prévues dans les accords (construction d'infrastructures).

Les dirigeants de Feconat tentent également de consolider l'unité des communautés du bassin Tigre et organisent des Assemblées générales où participent des représentants des 35 communautés membres. En mai 2019, une assemblée a été organisée dans le cadre du processus de consultation préalable pour l'attribution d'un contrat d'exploitation pétrolière sur une concession superposée au bassin Tigre. En octobre 2019, Feconat a réalisé une assemblée générale pour informer les participants sur le déroulement du projet du MCI. Les participants ont également procédé à l'élection du conseil de direction de la fédération. Le président sortant a été réélu pour une période de trois ans. On peut souligner le renforcement organisationnel de la fédération ainsi que le leadership de son président qui entame ainsi son troisième mandat à la tête de la fédération. Cependant, ce nouveau conseil de direction a eu des difficultés à formaliser son inscription aux registres publics, ce qui a entraîné une suspension de l'accès aux fonds du projet et un ralentissement des activités de la fédération durant une période de 4 mois.

Pour renforcer son action, Feconat est également actif au niveau de la Plateforme des peuples affectés par l'activité pétrolière, qui regroupe des organisations indigènes de l'ensemble de la région du Loreto. Cette plateforme a l'ambition de changer les conditions cadre de l'exploitation pétrolière en Amazonie péruvienne pour en limiter ses conséquences sur l'environnement et pour qu'elle puisse mieux participer au développement des communautés. Elle revendique l'approbation d'un plan « Post exploitation pétrolière » par le Gouvernement. Elle s'est positionnée comme une interlocutrice privilégiée sur ces questions et un dialogue qui doit aboutir à la prise de mesures fortes à l'échelle de la région du Loreto est en cours.

En 2019, des actions de surveillance environnementale ont été réalisées par les surveillants écologiques de Feconat. Des sites d'extraction forestière et des sites pollués, abandonnés par les entreprises pétrolières, ont été documentés. Cependant, le manque de moyens rend la réalisation des actions régulières sur le terrain difficile.

En 2019, un programme de formation dans les domaines de l'administration et du contrôle de l'utilisation de fonds a continué. Ce programme est destiné à une dizaine de jeunes étudiants boursiers indigènes qui séjournent à Iquitos dans le cadre de leurs études. Selon le témoignage de participants, les connaissances acquises leurs seront utiles, lors de leur retour dans leur communauté, pour participer à l'administration d'organisation communales et à la gestion de ressources financière dans le cadre de la mise en œuvre de projet de l'Etat.



En octobre 2019, Feconat a réalisé une assemblée générale dans une communauté du bassin Tigre avec des représentants de 35 communautés Kichwa, membres de la fédération. En février 2019, le chargé de projet du MCI a rendu visite à l'équipe technique et aux dirigeants de Feconat, au siège de la fédération à Iquitos.

Pérou – Soutien à la surveillance écologique du territoire Wampis menacé par les activités extractives



Photo Fecohrsa

En mai 2019, lors de visites de terrain, les surveillants de Fecohrsa ont documenté l'existence de nouveaux sites d'orpaillage illégal. Fin 2019, ces surveillants font le constat que les orpailleurs ont quitté le territoire Wampis, un résultat significatif après plus de six ans de mobilisation.

Le bassin du río Santiago est situé au nord-ouest de l'Amazonie péruvienne dans une région isolée et difficile d'accès. Le territoire de ce bassin est presque entièrement recouvert de forêt tropicale humide et constitue un réservoir important de biodiversité. C'est dans la partie nord, proche de la frontière équatorienne, qu'habite le peuple Wampis. Environ 5'000 habitants répartis dans 30 communautés vivent sur un territoire de 3'200 km².

Ces dernières années, l'intégrité de leur territoire est menacée par des projets de construction de routes, d'exploitation pétrolière et minière. Les activités d'orpaillage illégal se répandent et détruisent le lit et les rives des cours d'eau. Le mercure utilisé lors de l'extraction de l'or pollue gravement l'eau et menace la santé de la population locale.

Pour faire face à ces menaces, les communautés Wampis s'organisent. Elles ont fondé la fédération Fecohrsa - Fédération des communautés Wampis du Río Santiago. Les dirigeants de cette fédération sont déterminés à empêcher le développement des activités extractives sur leur territoire. Pour les surveiller, Fecohrsa a décidé de mettre en place son propre programme de surveillance écologique.

En 2019, le MCI a continué à apporter son soutien à ce programme avec un appui financier de la fondation suisse Nouvelle Planète et un appui technique de son chargé de projet. En mars 2019, le chargé du projet a réalisé une formation au Pérou à l'attention des surveillants de Fecohrsa.



En rouge : la région d'Amazonas dans laquelle est situé le bassin du río Santiago (Source : Wikimedia Commons).

Principales activités réalisées en 2019

En 2019, les moniteurs ont documenté l'existence de sites d'orpaillage illégal, de sites d'extraction forestière et d'un site pollué aux hydrocarbures suite à une fuite de pétrole dans l'environnement occasionnée par la rupture d'un oléoduc.

Le soutien apporté a permis de former, d'équiper et de mobiliser les surveillants de Fecohrsa, notamment l'achat de deux pirogues qui facilitent leur déplacement sur les sites d'extraction, qui sont souvent situés dans des zones isolées et difficiles d'accès.

En mars 2019, le chargé de projet du MCI a réalisé un atelier de formation technique de quatre jours, au Pérou, dans la ville de Tarapoto, à l'attention de quatre surveillants Wampis et d'une représentante Ashaninka de l'Organisation Ashéninka du Gran Pajoñal - OAGP. Des exercices pratiques ont été réalisés pour permettre aux participants d'intégrer l'utilisation des nouveaux outils de communication dans leur travail de surveillance (smartphone, réseau sociaux, cartographie). La formation a bien fonctionné, les participants se sont montrés particulièrement motivés et certains bénéficient désormais de bonnes connaissances dans l'utilisation des outils. Chaque participant s'est engagé à mettre en pratique les connaissances acquises à son retour dans sa communauté.

Les dirigeants et surveillants Wampis ont aussi réalisé des réunions et des assemblées dans les communautés Wampis pour sensibiliser les habitants sur les conséquences socio-environnementales de l'extraction des ressources naturelles.

Plusieurs incidents ont aussi été résolus. Pour résoudre ces conflits, les Wampis agissent souvent par eux-mêmes par l'intermédiaire d'assemblées, de réunions entre les différents protagonistes pour tenter de trouver des solutions, dans certains cas ils réalisent des interventions d'expulsion. Dans d'autre cas, ils demandent l'intervention du Ministère de l'intérieur.

Fin 2019, les surveillants font le constat que les orpailleurs ont quitté la zone, un résultat significatif qui est à mettre au bénéfice de la mobilisation et de l'engagement des surveillants Wampis.



En mars 2019, dans la ville de Tarapoto, un atelier de formation technique a été réalisé par le chargé de projet du MCI à l'attention de surveillants écologiques Wampis et Ashéninka. Le soutien apporté à Fecohrsa a permis l'achat de deux pirogues qui facilitent le déplacement des moniteurs sur les sites d'extraction qui sont souvent situés dans des zones isolées et difficiles d'accès. Photos MCI

Pérou - Jakon Nete: Renforcement des capacités scolaires et sociales d'enfants vulnérables de la ville de Pucallpa



Des activités de valorisation de l'identité Shipibo par l'intermédiaire de danses traditionnelles ont été réalisées dans la communauté interculturelle bilingue Bena Jema, située à proximité de la ville de Pucallpa.

Jakon Nete (monde idéal en langue Shipibo) est un projet de soutien psychosocial et pédagogique à des enfants et des adolescents vulnérables de quartiers défavorisés de la ville de Pucallpa, la capitale de la région Ucayali, en Amazonie péruvienne.

Ce projet cherche à prévenir la violence, la consommation de drogue et la désertion scolaire des enfants et des adolescents à travers le développement de leurs compétences sociales et pédagogiques. Les acteurs de ce projet interviennent dans les quartiers et les écoles avec une méthodologie basée sur le renforcement de l'auto-estime, qui donne une large place à l'expression artistique.



En rouge la région d'Ucayali (Source : Wikimedia Commons)

Depuis juin 2019, ce projet bénéficie du soutien financier de la FGC. En 2019, il a reçu des financements de la DDC, de l'Etat de Genève et de la Ville de Lancy via la FGC.

Principales activités réalisées en 2019

- Des séances de jeu, d'art et de création ont été réalisées, sur une base hebdomadaire, à l'attention d'enfants et d'adolescents du quartier de La Hoyada. Ces séances doivent favoriser le développement d'aptitudes psychiques pour faire face aux différentes situations de risque qui menacent leur intégrité physique et morale.
- Un programme de renforcement et d'accompagnement scolaire a été mis en place pour ces enfants, pour éviter leur décrochage scolaire.
- Des visites aux familles ont été réalisées pour les sensibiliser sur l'importance de bien traiter et de protéger leurs enfants et d'assurer l'égalité de chances entre les filles et les garçons.
- Des projections films ont eu lieu, dans le quartier de la Hoyada, sur une base mensuelle, pour sensibiliser la population sur la nécessité de développer des facteurs de protection contre la violence envers les enfants.
- Quatre interventions artistiques communautaires ont été réalisées dans différents secteurs de la ville de Pucallpa pour sensibiliser la population sur les droits de l'enfant.
- Trois ateliers de formation ont été réalisés, en coordination avec la Direction Régional d'Education de l'Ucayali et d'organisations sociales de Pucallpa, pour partager les expériences du projet et renforcer les capacités des participants (enseignants, travailleurs sociaux), notamment dans le domaine de l'art-thérapie.



Photo jakon Nete

Un atelier de formation a été réalisé avec une cheffe de cuisine à l'attention d'un groupe de femmes du quartier de la Hoyada. Le but de cet atelier était de valoriser la cuisine locale à base de produits amazoniens. L'amélioration des compétences de ces femmes doit leur permettre d'améliorer leur situation économique ainsi que leur l'autonomie et leur estime de soi.

Conclusion

En 2019, le MCI a soutenu sept projets de coopération et envoyé près de 400'000 CHF à ses partenaires du Sud. L'appui financier a été apporté essentiellement par l'intermédiaire de la Fédération genevoise de coopération (FGC), subventionnée par des collectivités publiques.

Les partenaires du MCI, principalement des organisations indigènes, sont engagés au quotidien, sur le terrain, pour la défense de leurs droits et de l'environnement. Dans les zones d'intervention, les dernières actualités ont été marquées par la propagation du coronavirus COVID-19, l'augmentation de la déforestation en Amazonie et l'assassinat de leaders indigènes. Ce contexte souligne l'urgence d'agir aux côtés des organisations autochtones. Dans leur grande majorité les peuples indigènes ont une relation de respect avec la nature et leurs territoires et le soutien aux revendications de leurs organisations est d'importance capitale.

En Amazonie, au Pérou et au Brésil, ces organisations sont en premières lignes pour défendre l'accès aux services de base des communautés et pour garantir que les projets de développement et d'extraction de ressources naturelles ne soient pas synonymes de pollution et de déforestation.

En Argentine, les peuples Mbya Guaraní et Mapuche s'organisent pour défendre et récupérer leurs terres convoitées par des grands propriétaires terriens et des exploitants de bois.

En Colombie, l'Organisation Indigène d'Antioquia - OIA est mobilisée pour défendre l'accès à l'éducation des communautés Emebrá et Senú victimes du conflit armé.

Mais le MCI est également ouvert à d'autres thématiques. Ainsi, en 2019, il a commencé un nouveau projet destiné à prévenir la violence et la désertion scolaire chez des enfants vulnérables d'un quartier défavorisé de la ville de Pucallpa, au Pérou.

Le fonctionnement interne du MCI est basé sur l'engagement de membres actifs bénévoles qui réalisent le suivi des projets, avec l'appui d'un secrétaire salarié à temps partiel. Cette configuration présente le défi de trouver suffisamment de fonds pour « faire vivre » l'association. Un autre défi consiste à trouver des membres actifs avec suffisamment de compétences et de disponibilités pour suivre des projets qui ont tendance à se complexifier. Un groupe d'une dizaine de membres semble s'être consolidé au sein de l'association pour relever les défis qui s'annoncent!